

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



vendredi 13 septembre 2013

Colombie : Coup de gueule

Marie-Monique ROBIN

Ce soir je suis en colère, et je l'assume. Comme l'a écrit le philosophe, écrivain, et poète, George Bataille : « Le cœur est humain dans la mesure où il se révolte ».

L'humanité va crever de l'indifférence, des discours mous-du-genou, de l'incapacité des pauvres bipèdes que nous sommes à nous lever pour arrêter la barbarie et défendre la vie. Ce soir je suis en colère car j'ai reçu des nouvelles terribles de Colombie. Et ces nouvelles nous concernent tous !

Je les résume en quelques mots : la Colombie a signé un « accord de libre échange » avec les États Unis qui est récemment entré en vigueur. Cet accord contient une clause qui oblige les paysans à cultiver des « semences certifiées », c'est-à-dire produites par les « sélectionneurs » comme ... Monsanto ou Syngenta.

Pour remplir cette « clause », l'Institut agroalimentaire colombien a publié un texte – la résolution 970- qui menace d'amendes et de poursuites judiciaires tout paysan qui continuerait de faire ce qu'il a toujours fait : garder une partie de sa récolte pour ensemercer ses champs.

Depuis le 19 août, des dizaines de milliers de Colombiens – paysans, étudiants, mineurs, chauffeurs routiers, médecins- se sont lancés dans les rues pour dénoncer cette violation d'un droit humain fondamental : celui de se nourrir soi-même.

De violents affrontements ont eu lieu à Bogota, où le président Santos a déclaré le couvre-feu et mobilisé 50 000 membres des forces armées et de la police militaire pour « mater les vandales » et défendre la loi d'airain imposée par Monsanto et consorts.

Je connais bien la Colombie : cet immense pays à l'extraordinaire biodiversité a la capacité de nourrir sa population, s'il laisse ses paysans faire leur travail. Pour cela, il leur faut de la terre, et la majorité d'entre eux en est privée. Si maintenant, on les empêche de sélectionner leurs graines, c'en est fini de l'agriculture vivrière colombienne.

Comme ce fut le cas au Mexique après l'entrée en vigueur de l'Accord de libre échange nord-américain (l'ALENA), le pays sera envahi par les produits agricoles bas de gamme et subventionnés des États Unis, les magasins Walmart et autres chaînes de discount qui pousseront à la rue des millions de

petits paysans.

J'invite tous ceux et celles qui me lisent à regarder le reportage "Les déportés du libre échange" que j'ai consacré à l'ALENA, et qui a été diffusé sur ARTE en février 2012 . Je l'ai mis en ligne sur mon site web, et on peut aussi le trouver comme bonus sur le DVD des Moissons du futur : <http://www.mariemoniquerobin.com/deportesdulibreechangeextrait.html>

Vous trouverez sur ce Blog d'autres billets concernant l'ALENA ainsi que des extraits du chapitre que je lui ai consacré dans mon livre Les moissons du futur. Ce soir, je mets en ligne un autre extrait de ce chapitre (voir ci-dessous).

Par ailleurs, je rappelle que l'Union européenne s'apprête à négocier un accord de libre échange avec les États Unis, dont j'ai aussi commenté les effets dévastateurs qui ne manqueront de s'abattre sur le vieux continent (voir aussi sur ce blog).

C'est pourquoi j'ai accepté de prêter mon image et mon nom à une affiche réalisée par le Collectif des Engraineurs qui s'est associé à la campagne qu'ATTAC et d'autres organisations ont décidé de lancer dès l'automne. Rejoignez-les !

« Les États-Unis pratiquent le dumping »

« L'histoire de l'ALENA prouve que la mondialisation ne pourra pas nourrir le monde, c'est sûr ! » L'homme qui me reçoit, ce 25 octobre 2011, n'est pas un gauchiste altermondialiste que l'on peut suspecter de faire de l'antilibéralisme primaire. Professeur à l'Université Tufts de Boston, où il dirige le Global Development and Environment Institute, Timothy A. Wise est spécialiste du développement et du commerce international et, à ce titre, il est régulièrement consulté par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En 2009, il a corédigé un rapport intitulé Le Futur de la politique commerciale nord-américaine. Les leçons de l'ALENA[i], remis au président Barack Obama – lequel, pendant sa campagne électorale, s'était engagé à réformer le traité. Puis, en 2010, en collaboration avec l'Institut Woodrow Wilson de Washington, il a publié un autre rapport au titre sans ambiguïtés : Le Dumping agricole de l'ALENA. Estimations des coûts des politiques agricoles américaines pour les producteurs mexicains[ii]. Dans ce document, considéré comme une référence, il a « examiné huit denrées agricoles – le maïs, le soja, le blé, le riz, le coton, la viande de bœuf, de porc et de poulet –, toutes largement subventionnées par le gouvernement américain, qui étaient produites en grandes quantités au Mexique avant l'ALENA et dont l'exportation des États-Unis vers le Mexique a considérablement augmenté après le traité. [...] Entre 1997 et 2005, les exportations de porc ont augmenté de 707 %, celles de bœuf de 278 %, de poulet de 263 %, de maïs de 413 %, de blé de 599 %, de riz de 524 % ».

- Pourquoi dites-vous que les États-Unis pratiquent le dumping ?

– Si l'on prend la définition retenue par l'OMC, selon laquelle le dumping consiste à exporter des produits à un prix inférieur à leur coût de production, il n'y a aucun doute que l'ALENA a encouragé le dumping, m'a fermement répondu Timothy Wise. Par exemple, de 1997 à 2005, les États-Unis ont vendu le maïs à un prix inférieur de 19 % à son coût de production. Par un mécanisme de subventions, très élevées sur la période étudiée (en moyenne 200 dollars par hectare), les États-Unis ont encouragé la surproduction pour pouvoir inonder le Mexique, ce qui a entraîné un effondrement du prix de 66 % sur le marché local. À ces subventions en monnaie sonnante et trébuchante, s'ajoute un autre type de subventions que j'appellerais "indirectes", qui tient au fait que les grands céréaliers du Midwest ne payent pas pour la pollution, par exemple, des nappes phréatiques qu'ils occasionnent. Le coût de ces externalités négatives n'est pas inclus dans le prix du maïs exporté vers le Mexique. À l'inverse, les petits producteurs mexicains qui pratiquent l'agroécologie et entretiennent la biodiversité du maïs dans leurs champs ne sont pas récompensés pour le service qu'ils rendent à l'humanité, mais aussi, d'ailleurs, aux sélectionneurs qui causent leur mort. Il est évident que les petits paysans mexicains ne pouvaient résister à cette double concurrence déloyale.

- Quel fut le coût de ce dumping pour les paysans mexicains ?

– Avec les chercheurs de l'Institut Woodrow Wilson, nous avons estimé que le manque à gagner des paysans mexicains pour les huit denrées étudiées s'élevait à 12,8 milliards de dollars de 1997 à 2005. Le secteur le plus touché est le maïs, qui enregistre la moitié des pertes, puis celui de l'élevage, qui a perdu 1,6 milliard de dollars. En effet, le dumping a aussi fonctionné pour la viande, car aux États-Unis, le bétail est nourri avec du maïs ou du soja subventionné.

- Pourquoi le gouvernement mexicain ne s'est-il pas élevé contre ces pratiques déloyales ?

– Bonne question !, m'a répondu le chercheur de Boston. En fait, l'ALENA prévoyait pour la "libéralisation" du marché du maïs une période de transition de quatorze ans, qui permettait au Mexique, au moins jusqu'en 2008, de fixer des taxes à l'importation qui auraient pu compenser le dumping de 19 %. Mais le gouvernement mexicain a refusé d'appliquer cette clause et a donc laissé ses petits paysans sans défense...

- Mais pourquoi ?

– Une autre bonne question !, a répliqué Timothy Wise avec un sourire navré. La seule explication, c'est que l'ALENA a été conçu pour bénéficier aux multinationales américaines, comme Cargill ou Monsanto, mais aussi mexicaines, comme Maseca ou AgroInsa. Et ça a marché, puisqu'aujourd'hui

le Mexique importe 34 % du maïs qu'il consomme, ce qui crée beaucoup de business... Certes, trois tomates sur quatre consommées aux États-Unis sont désormais produites dans des serres mexicaines ultramodernes, mais en termes d'emploi, ce fut l'hémorragie : en 1994, 8,1 millions de personnes travaillaient au Mexique dans l'agriculture, elles ne sont plus aujourd'hui que 5,8 millions. Et les emplois créés dans le secteur agroexportateur censés avoir compensé en partie les faillites paysannes sont des travaux saisonniers et précaires[1].

– Quel a été l'impact de l'ALENA sur l'immigration illégale aux États-Unis ?

– S'agissant d'une immigration illégale, les données sont difficiles à obtenir. Mais on estime en général que le flux de migrants mexicains a été de 500 000 à 600 000 personnes par an jusqu'en 2008, année où il s'est réduit de moitié en raison de la récession.

– Qu'est-il advenu du rapport que vous avez remis au président Obama ?

– Rien, m'a répondu Timothy Wise avec une moue embarrassée. Il y a trop d'argent en jeu... Obama est même le président qui a mené la politique la plus dure contre les sans-papiers mexicains, doublement pénalisés par l'ALENA alors qu'ils participent largement à l'économie des États-Unis[2]. »

Marie-Monique ROBIN

[1] De 1994 à 2003, 500 000 emplois ont été créés dans l'industrie, les services ou le secteur agroexportateur.

[2] Les États-Unis comptaient en 2011 quelque 11 millions d'immigrés sans-papiers, dont 6 millions de Mexicains.

[i] Kevin Gallagher, Enrique Dussel Peters et Timothy A. Wise (dir.), *The Future of North American Trade Policy. Lessons from NAFTA*, Pardee Center Task Force Report, Boston University Frederick S. Pardee Center for the Study of the Longer-Range Future, novembre 2009.

[ii] Timothy A. Wise, *Agricultural Dumping under NAFTA. Estimating the Costs of U.S. Agricultural Policies to Mexican Producers*, Mexican Rural Development Research Report n° 7,

**Woodrow Wilson International Center for Scholars, Washington,
2010.**

<http://www.arte.tv/sites/fr/robin/2013/08/31/coup-de-gueule/>
<http://www.arte.tv/sites/fr/robin/2013/08/31/coup-de-gueule/>

<http://www.legrandsoir.info/colombie-coup-de-gueule.html>